



CENTRE HOSPITALIER INTERCOMMUNAL DES ALPES DU SUD
Pôle Ressources Opérationnelles
Direction du Plan, des Equipements et des Travaux
1 place Auguste Muret
05 007 GAP CEDEX

SE4 N342

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES

MARCHÉ PUBLIC DE FOURNITURES COURANTES ET DE SERVICES

FOURNITURE, LIVRAISON, INSTALLATION, MISE EN SERVICE
D'EQUIPEMENTS DE LAVAGE ET DE SECHAGE ET TRAVAUX CONNEXES

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES N°009-2026 (CCAP)

Appel d'offre ouvert en application des dispositions relatives aux marchés publics : des articles R. 2161-2 à 2161-5 du Code de la Commande Publique.

Code nomenclature DGOS : HA10A000



CENTRE HOSPITALIER INTERCOMMUNAL DES ALPES DU SUD
Direction des Achats et des Services Economiques
1 place Auguste Muret
05 007 GAP CEDEX



Siège Social : 23,25, rue Jean Jacques Rousseau 75001 Paris
Agence : 199, avenue Francis de Pressensé 69200 Vénissieux
Tél : 04 37 43 00 68 – Fax : 09 74 44 34 22 – Courriel : alain.pique@cofitex.fr

SOMMAIRE

| | | |
|---------|---|-----------|
| 1. | POUVOIR ADJUDICATEUR | 3 |
| 2. | REPRESENTANT DU POUVOIR ADJUDICATEUR | 3 |
| 3. | DISPOSITIONS GENERALES DU CONTRAT | 3 |
| 3.1. | Objet du contrat | 3 |
| 3.2. | Mode de passation..... | 3 |
| 3.3. | Type et forme de contrat | 3 |
| 3.4. | Décomposition du contrat | 3 |
| 3.5. | Prestations supplémentaires éventuelles | 4 |
| 4. | PIECES CONTRACTUELLES | 4 |
| 5. | CONFIDENTIALITE ET MESURES DE SECURITE | 5 |
| 6. | DUREE ET DELAIS D'EXECUTION | 5 |
| 6.1. | Durée du marché | 5 |
| 6.2. | Délai d'exécution..... | 5 |
| 7. | PRIX | 6 |
| 7.1. | Caractéristiques des prix pratiqués..... | 6 |
| 7.2. | Modalités de variation des prix | 6 |
| 8. | GARANTIES FINANCIERES | 6 |
| 9. | AVANCE | 6 |
| 9.1. | Conditions de versement et de remboursement | 7 |
| 9.2. | Garanties financières de l'avance | 7 |
| 10. | MODALITES DE REGLEMENT DES COMPTES | 7 |
| 10.1. | Acomptes et paiements partiels définitifs..... | 7 |
| 10.2. | Présentation des demandes de paiement | 7 |
| 10.3. | Délai global de paiement | 8 |
| 10.4. | Paiement des cotraitants | 8 |
| 11. | CONDITIONS D'EXECUTION DES PRESTATIONS..... | 8 |
| 12. | DEVELOPPEMENT DURABLE | 9 |
| 13. | DROIT DE PROPRIETE INDUSTRIELLE ET INTELLECTUELLE | 9 |
| 14. | CONSTATATION DE L'EXECUTION DES PRESTATIONS | 9 |
| 14.1. | Vérifications | 9 |
| 14.2. | Décision après vérification | 10 |
| 15. | GARANTIE DES PRESTATIONS..... | 10 |
| 16. | PENALITES..... | 10 |
| 16.1. | Pénalités de retard..... | 10 |
| 16.2. | Pénalités en cas de non-respect des performances | 10 |
| 16.2.1. | Non-respect des performances en termes de fonctionnement des équipements :..... | 10 |
| 16.2.2. | Non-respect des performances en termes d'interruptions de fonctionnement : | 11 |
| 17. | ASSURANCES..... | 11 |
| 18. | RESILIATION DU CONTRAT | 11 |
| 18.1. | - Conditions de résiliation..... | 11 |
| 18.2. | Redressement ou liquidation judiciaire | 12 |
| 18.3. | Respect du Règlement Général sur la Protection des Données (RGPD) | 12 |
| 19. | REGLEMENT DES LITIGES ET LANGUES | 13 |
| 20. | DEROGATIONS | 13 |

1. POUVOIR ADJUDICATEUR

GHT des Alpes du Sud :

Etablissement support : Centre Hospitalier Intercommunal des Alpes du Sud (CHICAS)

Direction des Achats et des Services Economiques

1, place Auguste Muret

B.P. 101

05007 GAP Cedex

Représenté par Monsieur Nicolas RAZOUX, Directeur d'établissement

GCS PLATEFORME HOSPITALIERE DE TERRITOIRE DES HAUTES-ALPES

1, place Auguste Muret

B.P. 101

05007 GAP Cedex

Représenté par son Administrateur

2. REPRESENTANT DU POUVOIR ADJUDICATEUR

Monsieur GIRARD Clément, Directeur Adjoint

3. DISPOSITIONS GENERALES DU CONTRAT

3.1. Objet du contrat

Le présent marché a pour objet la fourniture, la livraison, l'installation, le raccordement et la mise en service d'équipements de lavage et de séchage sur les sites de la blanchisserie du CENTRE HOSPITALIER INTERCOMMUNAL DES ALPES DU SUD à Gap et de la blanchisserie du Centre Hospitalier de Sisteron, en site occupé.

L'ensemble des travaux d'adaptation ou de renouvellement des installations techniques et des réseaux seront réalisés également dans le cadre d'un marché de Travaux.

3.2. Mode de passation

La procédure de passation utilisée est : **un appel d'offre ouvert**.

Elle est soumise aux dispositions des articles R. 2161-2 à 2161-5 du Code de la commande publique.

Le montant du marché est supérieur à 221 000 € HT.

3.3. Type et forme de contrat

Il s'agit d'un marché ordinaire.

3.4. Décomposition du contrat

Les prestations font l'objet d'un **allotissement en 2 lots distincts** :

Lot 1 : Ensemble de deux laveuses et d'un séchoir pour le CH de Gap et leurs installations nécessitant des travaux détaillés pages 10 et 11 du CCTP

Lot 2 : Une laveuse essoreuse pour le CH de Sisteron et leurs installations nécessitant des travaux détaillés pages 10 et 11 du CCTP

Les variantes ne sont pas autorisées.

Le dépôt d'une offre comportant une variante entrainera l'irrégularité de l'offre en sa totalité et ne pourra en aucun cas être régularisée.

3.5. Prestations supplémentaires éventuelles

Pour le Lot 1 :

- **PSE 1.1 Obligatoire : Prolongation du délai de garantie d'un an (3ème année y compris pièces, main d'œuvre & déplacements),**
- **PSE 1.2 Obligatoire : Fourniture d'un kit détaillé de pièces détachées d'urgence**
- PSE 1.3 Facultative : Pour les laveuses, verrouillage, déverrouillage automatique des portes extérieures
- PSE 1.4 Facultative : Pour les laveuses, ouverture automatique des portes intérieures du tambour à la fin du cycle de lavage
- PSE 1.5 Facultative : Pour le séchoir, porte d'ouverture tambour coulissante
- PSE 1.6 Facultative : Pour le séchoir, basculement avant : Rotation du tambour pendant l'inclinaison du séchoir pour un déchargement aisé.

Pour le lot 2 :

- **PSE 2.1 Obligatoire : Prolongation du délai de garantie d'un an (3ème année y compris pièces, main d'œuvre & déplacements).**

4. PIECES CONTRACTUELLES

Le dossier de consultation des entreprises (DCE) contient les pièces suivantes :

- Le règlement de la consultation (RC)
- L'acte d'engagement (AE)- ATTRI 1 à télécharger sur le site : <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-attribution-marches-2019>
- Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP)
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et ses annexes (plan format dwg)
- L'annexe financière à l'acte d'engagement (DPGF) à compléter avec les prix suivant le Cadre de Réponse Imposé au format Excel®, Modèle de TCT (à compléter)
- Cadre de Réponse Imposé (CRI) valant de Mémoire technique
- CRI Développement Durable au format Excel®
- La déclaration sur l'honneur relative aux contrats russes

Il est remis gratuitement à chaque candidat.

Les conditions générales de vente du titulaire sont inapplicables.

En cas de contradiction entre les documents qui précèdent ceux-ci prévalent dans l'ordre où ils sont énumérés ci-dessus.

5. CONFIDENTIALITE ET MESURES DE SECURITE

Le présent marché comporte une obligation de confidentialité telle que prévue à l'article 5.1 du CCAG-FCS.

Les prestations sont soumises à des mesures de sécurité conformément à l'article 5.3 du CCAG-FCS.

Le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et/ou des mesures de sécurité.

6. DUREE ET DELAIS D'EXECUTION

6.1. Durée du marché

La durée du marché court à compter de la date de notification de l'ordre de service de démarrage de l'opération et jusqu'à la fin du délai de garantie d'un an à compter de la date d'effet de notification de la décision d'admission en vertu de l'article 33 du CCAG FCS.

La date prévisionnelle souhaitée de début de mise en place, mise en service des équipements est prévue pour début mai 2026.

6.2. Délai d'exécution

Le délai d'exécution sera proposé dans l'offre du candidat.

L'exécution des prestations débute à compter de la date de notification du contrat.

Une prolongation du délai d'exécution peut être accordée par le pouvoir adjudicateur dans les conditions de l'article 13.3 du CCAG-FCS.

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de confier au titulaire du marché, en application de l'article R2322-8 du Code de la Commande Publique, des marchés ayant pour objet la réalisation de prestations similaires à celles qui lui sont confiées au titre du présent marché dans le cadre d'une procédure négociée sans publicité ni mise en concurrence.

Une visite sur site est conseillée.

Les conditions de visite sont les suivantes :

Rendez-vous sur site : jour et heure à convenir par téléphone avec confirmation par mél avec :

- Rémi MOUGIN - Ingénieur logistique territorial - Direction commune
Tél : 04.92.40.67.64
Mél : rmougin@ch-briancon.fr

- Alexandre MASSON - Responsable Blanchisserie
Tél : 04 92 40 69 47
Mél : alexandre.masson@chicas-gap.fr

Lieux d'exécutions :

- Lot 1 : Blanchisserie du CENTRE HOSPITALIER INTERCOMMUNAL DES ALPES DU SUD, situé 1 place Auguste Muret 05 007 GAP CEDEX
- Lot 2 : Blanchisserie du CENTRE HOSPITALIER de Sisteron situé 4 Av. de la Libération, 04200 Sisteron

7. PRIX

7.1. Caractéristiques des prix pratiqués

Les prestations sont réglées par des prix forfaitaires selon les stipulations de l'acte d'engagement.

7.2. Modalités de variation des prix

Les prix sont fermes et non révisables.

8. GARANTIES FINANCIERES

Une retenue de garantie de 5 % sera appliquée sur chaque demande de paiement la taxe à la valeur ajoutée à la date de signature du marché étant incluse. Elle couvrira les réserves à la réception des fournitures, ainsi que celles qui seraient formulées pendant le délai de garantie.

Le fournisseur pourra remplacer la retenue de garantie par :

- Une garantie à première demande
- Une caution personnelle et solidaire

Le montant de la garantie à première demande ne peut être supérieur à celui de la retenue de garantie qu'elle remplace. Son objet est identique à celui de la retenue de garantie qu'elle remplace.

Dans l'hypothèse où la garantie à première demande ne serait pas constituée ou complétée au plus tard à la date à laquelle le titulaire remet la demande de paiement correspondant au premier acompte du sur l'exécution du marché, la retenue de garantie correspondant à l'acompte est prélevée.

Le titulaire a la possibilité, pendant toute la durée d'exécution du marché, de substituer une garantie à première demande à la retenue de garantie. Toutefois, cette garantie doit être constituée pour le montant total du marché y compris les avenants. Les montants prélevés au titre de la retenue de garantie sont alors reversés au titulaire.

Les dispositions ci-dessus visant la garantie à première demande s'appliqueront de la même façon en cas de caution personnelle et solidaire.

La retenue de garantie sera restituée ou la garantie, ou le cas échéant la caution, libérée dans les 30 jours qui suivent l'expiration du délai de garantie, sauf si des réserves ont été notifiées au titulaire et n'ont pas été levées avant la date d'expiration du délai de garantie.

En ce cas, la retenue de garantie ne sera remboursée ou les personnes ayant délivré leur garantie ou caution ne seront libérées que 30 jours après la date de la levée effective de ces réserves

9. AVANCE

Une avance pourra être accordée au titulaire, sauf indication contraire dans l'acte d'engagement.

L'option retenue pour le calcul de l'avance est l'option B du CCAG - Fournitures Courantes et Services.

9.1. Conditions de versement et de remboursement

Une avance est accordée au titulaire lorsque le montant initial du marché est supérieur à 50 000 € HT et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à 2 mois, sauf indication contraire de l'acte d'engagement.

Le montant de l'avance est fixé à 5,0 % du montant initial, toutes taxes comprises, du marché, si sa durée est inférieure ou égale à douze mois ; si cette durée est supérieure à douze mois, l'avance est égale à 5,0 % d'une somme égale à douze fois le montant mentionné ci-dessus divisé par cette durée exprimée en mois.

Le montant de l'avance ne peut être affecté par la mise en œuvre d'une clause de variation de prix.

Le remboursement de l'avance commence lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint ou dépasse 65,0 % du montant toutes taxes comprises du marché. Il doit être terminé lorsque ledit montant atteint 80,0 %.

Ce remboursement s'effectue par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire à titre d'acompte ou de solde.

9.2. Garanties financières de l'avance

Le titulaire, sauf s'il s'agit d'un organisme public, doit justifier de la constitution d'une garantie à première demande à concurrence de 100 % du montant de l'avance. Une caution personnelle et solidaire garantissant le remboursement de l'avance pourra être acceptée.

10. MODALITES DE REGLEMENT DES COMPTES

10.1. Acomptes et paiements partiels définitifs

Les modalités de règlement des comptes sont définies dans les conditions de l'article 11 du CCAG-FCS.

10.2. Présentation des demandes de paiement

Les factures seront adressées par le titulaire après service fait à l'adresse suivante :

Centre Hospitalier Intercommunal des Alpes du Sud (CHICAS)

Direction des Achats et des Services Economiques

1, place Auguste Muret

B.P. 101

05007 GAP Cedex

Chaque facture établie par le titulaire portera, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- Nom, adresse et raison sociale du créancier
- Référence du marché
- Numéro de compte postal ou bancaire tel qu'il est précisé dans l'offre
- Désignation de la prestation
- Montant et taux de la T.V.A.
- Montant total H.T. et T.T.C.

La facture sera transmise sous la plateforme Chorus Pro : https://portail.chorus-pro.gouv.fr/aife_csm/fr

N° Siret : **260 503 479 00016**

N° de Service : Blanchisserie

Le CH/GCS se libérera des sommes dues au titulaire par l'émission d'un mandat et le virement sur le compte bancaire précisé sur le marché interviendra dans les 50 jours à réception de la facture.

Le délai de paiement est suspendu si la facture n'est pas conforme aux exigences du marché.

Pour tout changement de domiciliation bancaire ou d'adresse ou autre en cours d'exécution du marché, le titulaire adressera dans les meilleurs délais au Centre Hospitalier Intercommunal des Alpes du Sud, Cellule des Marchés, sous pli recommandé, les renseignements relatifs à la nouvelle domiciliation. (Sous forme d'avenant)

10.3. Délai global de paiement

Les sommes dues au(x) titulaire(s) seront payées dans un délai global de 50 jours à compter de la date de réception des demandes de paiement.

En cas de retard de paiement, le titulaire a droit au versement d'intérêts moratoires, *Conformément à l'article 4, § 3 de la directive 2011/7/UE, l'article L. 2192-10 du code de la commande publique et Les articles R. 2192-10 et R. 2192-11 du code de la commande publique fixent les délais suivants 50 jours pour les établissements publics de santé et les établissements du service de santé des armées ; Une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement peut être demandée selon le Décret n° 2012-1115 du 2 octobre 2012 et l'article L. 441-6 du code de commerce.*

10.4. Paiement des cotraitants

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations. En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom du mandataire, sauf stipulation contraire prévue à l'acte d'engagement.

Les autres dispositions relatives à la cotraitance s'appliquent selon l'article 12.1 du CCAG-FCS.

11. CONDITIONS D'EXECUTION DES PRESTATIONS

Les prestations devront être conformes aux stipulations du contrat (les normes et spécifications techniques applicables étant celles en vigueur à la date du contrat).

- **Notification par le biais du profil d'acheteur**

La notification d'une décision, observation ou information faisant courir un délai peut être effectuée par le biais du profil d'acheteur, conformément aux dispositions de l'article 3.1 du CCAG-FCS.

- **Matériels, objets et approvisionnements confiés au titulaire :**

En vue de l'exécution du contrat, des matériels, objets et approvisionnements sont remis par le pouvoir adjudicateur au titulaire sans transfert de propriété à son profit. Les conditions de remise puis de restitution sont prévues à l'article 18 du CCAG-FCS.

- **Stockage, emballage et transport :**

Le stockage, l'emballage et le transport des fournitures sont effectués dans les conditions de l'article 20 du CCAG-FCS. Les emballages relèvent de la responsabilité du titulaire et restent sa propriété. Le transport s'effectue sous sa responsabilité jusqu'au lieu de livraison.

- **Conditions de livraison :**

La livraison des fournitures s'effectuera dans les conditions de l'article 21 du CCAG-FCS.

- **Formation du personnel :**

Le titulaire assurera la formation du personnel chargé d'utiliser les prestations.

- **11.1 - Respect des principes de la République - Loi 2021-1109 du 24 août 2021**

Le titulaire sera tenu d'être impérativement en conformité avec les obligations citées dans l'article 1-II de la loi 2021-1109 du 24 août 2021 consacrant le respect des principes de laïcité et de neutralité du service public par le titulaire.

Lorsqu'un contrat de la commande publique, au sens de l'article L. 2 du code de la commande publique, a pour objet, en tout ou partie, l'exécution d'un service public, son titulaire est tenu d'assurer l'égalité des usagers devant le service public et de veiller au respect des principes de laïcité et de neutralité du service public. Il prend les mesures nécessaires à cet effet et, en particulier, il veille à ce que ses salariés ou les personnes sur lesquelles il exerce une autorité hiérarchique ou un pouvoir de direction, lorsqu'ils participent à l'exécution du service public, s'abstiennent notamment de manifester leurs opinions politiques ou religieuses, traitent de façon égale toutes les personnes et respectent leur liberté de conscience et leur dignité.

Le titulaire du contrat veille également à ce que toute autre personne à laquelle il confie pour partie l'exécution du service public s'assure du respect de ces obligations. Il est tenu de communiquer à l'acheteur chacun des contrats de sous-traitance ou de sous-concession ayant pour effet de faire participer le sous-traitant ou le sous-concessionnaire à l'exécution de la mission de service public.

Les entrepreneurs qui envisageraient une sous-traitance pour les travaux d'installation devront les préciser (nature, montant et conditions, désignation de la société sous-traitante, etc...) au moment de la remise de leur offre, en joignant le dossier de déclaration de sous-traitance (DC4). Les pièces administratives à joindre à cette déclaration sont précisées dans le règlement de la consultation.

Seules les entreprises dont le dossier aura reçu l'acceptation par le pouvoir adjudicateur pourront intervenir au titre de ces prestations.

Il découle de ces obligations et de leur caractère impérativement applicable, qu'en cas de contrôle de l'établissement public de santé aboutissant à un constat de leur manquement manifeste, le titulaire encourt la sanction de résiliation aux frais et torts du titulaire lorsque celui-ci n'a pas pris les mesures adaptées pour les mettre en œuvre et faire cesser les manquements constatés

12. DEVELOPPEMENT DURABLE

Les conditions d'exécution des prestations comportent des éléments à caractère environnemental qui prennent en compte les objectifs de développement durable comme suit :

Le niveau de performance attendu des équipements et détaillé dans le CCTP répond à des exigences environnementales du Pouvoir adjudicateur (cf. annexe 6).

13. DROIT DE PROPRIETE INDUSTRIELLE ET INTELLECTUELLE

Aucun droit de propriété intellectuelle n'est applicable à ce contrat.

14. CONSTATATION DE L'EXECUTION DES PRESTATIONS

14.1. Vérifications

Les vérifications quantitatives et qualitatives simples seront effectuées au moment même de la livraison de la fourniture ou de l'exécution de service (examen sommaire) conformément aux articles 27 et 28.1 du CCAG-FCS.

14.2. Décision après vérification

A l'issue des opérations de vérification, l'établissement concerné prendra sa décision dans les conditions prévues aux articles 29 et 30 du CCAG-FCS.

15. GARANTIE DES PRESTATIONS

Les prestations feront l'objet d'une garantie de 2 ans dont le point de départ est la date de notification de la décision d'admission. Les modalités de cette garantie sont définies à l'article 33 du CCAG-FCS.

16. PENALITES

16.1. Pénalités de retard

Lorsque le délai contractuel d'exécution ou de livraison est dépassé, par le fait du titulaire, celui-ci encourt, par jour de retard, une pénalité journalière forfaitaire s'élevant à **500 € par jour**, dérogeant aux stipulations de l'article 14.1.1 du CCAG-FCS.

En cas de retard dans la remise des documents à fournir à la livraison par le fournisseur, tels que définis au CCTP, une pénalité d'un montant forfaitaire de **200 € par jour** calendrier de retard sera opéré, dérogeant aux stipulations de l'article 14.1.1 du CCAG-FCS.

Par dérogation à l'article 14.1.1 alinéa 2 du CCAG-FCS, les pénalités de retard sont appliquées sans mise en demeure préalable du titulaire.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-FCS, il n'est prévu aucune exonération à l'application des pénalités de retard. Le montant total des pénalités de retard n'est pas plafonné.

16.2. Pénalités en cas de non-respect des performances

Les essais se dérouleront obligatoirement avec le personnel de la blanchisserie.

Les essais ont lieu après la livraison, au moment de la mise en service des équipements sur la base du planning détaillé proposé par le prestataire.

En cas de non-respect des performances annoncées, des pénalités sont prévues. Elles concernent

- Le non-respect des performances en termes de fonctionnement des équipements
- Le non-respect des performances en termes d'interruptions de fonctionnement :

16.2.1. Non-respect des performances en termes de fonctionnement des équipements :

En cas de production insuffisante, à savoir en cas d'écart supérieur de 10 % entre la production horaire moyenne annoncée par le titulaire et la production horaire réelle, pendant une heure de fonctionnement.

Une pénalité de 50 € par jour calendrier de retard s'applique jusqu'à l'atteinte des performances annoncées, dans la mesure de la tolérance de 10%.

16.2.2. Non-respect des performances en termes d'interruptions de fonctionnement :

Le non-respect des performances en termes d'interruptions de fonctionnement se caractérisera par écart supérieur à 10% du temps de fonctionnement (soit 48 mn d'arrêt sur 8 heures de production)

Dans ce cas, le fournisseur subira, par dérogation à l'article 14 du CCAG FCS, par jour de retard dans l'achèvement de ses prestations, de la date proposée pour la mise en service à la date de nouveaux essais de fonctionnement **une pénalité de 50,00 € HT par jour calendaire de retard** ou l'équivalent du coût du traitement du linge réalisé à l'extérieur, si le retard entrave, perturbe ou empêche la production générale.

Après six mois, si un écart ou les écarts sont demeurés hors des seuils de 10%, le soumissionnaire devra changer à ses frais le matériel déficient. En cas de non-intervention, la modification ou le remplacement du matériel sera réalisé (aux frais et risques) par une autre société choisie par le Maître d'Ouvrage avec déduction sur la retenue de garantie du fournisseur défaillant.

17. ASSURANCES

Le titulaire et ses éventuels cotraitants et/ou sous-traitants doivent avoir souscrit les contrats d'assurance détaillés ci-après, en cours de validité, garantissant les conséquences pécuniaires qu'ils peuvent encourir en cas de dommages corporels et/ou matériels causés aux tiers par l'exécution des prestations objet du marché.

Durant l'exécution du marché, ils doivent produire à toute demande du maître d'ouvrage, une attestation de leur assureur indiquant la nature, le montant et la durée de la garantie.

Le titulaire doit avoir souscrit un contrat d'assurance en cours de validité garantissant les conséquences pécuniaires de responsabilité civile qu'il peut encourir en cas de dommages corporels, matériels ou immatériels causés aux tiers par l'exécution des prestations objet du marché, conformément à l'article 9 du CCAG-FCS.

Il doit justifier, au plus tard dans un délai de quinze jours à compter de la notification du marché et avant tout début d'exécution de celui-ci, qu'il est titulaire de ce contrat d'assurance, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie datant de moins de 3 mois.

Cette attestation devra préciser, outre l'identité de la compagnie d'assurance, le numéro de la ou les polices, le montant des franchises ; elle devra être émise par la direction de la compagnie d'assurances et non par le courtier ou l'agent.

Durant l'exécution du marché, il doit produire à toute demande du Centre Hospitalier une attestation de son assureur indiquant la nature, le montant et la durée de la garantie.

18. RESILIATION DU CONTRAT

18.1. - Conditions de résiliation

Les conditions de résiliation du marché sont définies aux articles 38 à 45 du CCAG-FCS.

En cas de résiliation du marché pour motif d'intérêt général par le pouvoir adjudicateur, le titulaire percevra à titre d'indemnisation une somme forfaitaire calculée en appliquant au montant initial hors TVA, diminué du montant hors TVA non révisé des prestations admises, un pourcentage égal à 5,0 %.

En cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R. 2143-3 et R. 2143-6 à R. 2143-10 du Code de la commande publique, ou de refus de produire les pièces prévues aux articles R. 1263-12, D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou D. 8254-2 à D. 8254-5 du Code du travail conformément à l'article R. 2143-8 du Code de la commande publique, le contrat sera résilié aux torts du titulaire.

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de faire exécuter par un tiers les prestations aux frais et risques du titulaire.

18.2. Redressement ou liquidation judiciaire

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au pouvoir adjudicateur par le titulaire du marché. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution du marché.

Le pouvoir adjudicateur adresse à l'administrateur ou au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution du marché. En cas de redressement judiciaire, cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L627-2 du Code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L622-13 du Code de commerce.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation du marché est prononcée. Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution du marché, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

18.3. Respect du Règlement Général sur la Protection des Données (RGPD)

Tout contrat intégrant des données à caractère personnel (DCP) au sens du RGPD (*c'est-à-dire toute information se rapportant à une personne physique identifiée ou identifiable; est réputée être une «personne physique identifiable» une personne physique qui peut être identifiée, directement ou indirectement, notamment par référence à un identifiant, tel qu'un nom, un numéro d'identification, des données de localisation, un identifiant en ligne, ou à un ou plusieurs éléments spécifiques propres à son identité physique, physiologique, génétique, psychique, économique, culturelle ou sociale*) doit intégrer les clauses contractuelles spécifiques.

Le titulaire s'engage à signer les clauses contractuelles, figurant en annexe du présent CCTP, après remplissage des données en lien avec l'acheteur.

Dans le cas de transfert de données hors UE, le titulaire s'engage à remplir et à signer à *minima* les clauses contractuelles types (CCT) dont le modèle est fourni par la commission européenne (version du 4 juin 2021) > EUR-Lex - 32021D0914 - FR - EUR-Lex (europa.eu). Le titulaire prend acte que des mesures complémentaires pourront être requises dans ce cadre afin de garantir un niveau de protection équivalent à celui prévu dans l'Espace économique européen et afin de nous assurer de l'effectivité des mesures proposées dans les CCT au regard de la législation en vigueur au niveau du pays tiers.

19. REGLEMENT DES LITIGES ET LANGUES

Toutes contestations relatives à l'exécution ou à l'interprétation du présent marché relèveraient du Tribunal Administratif de MARSEILLE, 31 Rue Jean-François LECA, 13002 MARSEILLE. Téléphone. 04 91 13 48 13.

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, demandes de paiement ou modes d'emploi doivent être entièrement rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

20. DEROGATIONS

- L'article 16.1 du CCAP déroge à l'article 14.1.3 du CCAG - Fournitures Courantes et Services 2021
- L'article 16.1 du CCAP déroge à l'article 14.1.2 du CCAG - Fournitures Courantes et Services 2021
- L'article 16.1 du CCAP déroge à l'article 14.1.1 alinéa 2 du CCAG - Fournitures Courantes et Services 2021

Fait à GAP, le 27/02/2026

Pour le GHT des Alpes du Sud :

Pour le Directeur du Centre Hospitalier Intercommunal des Alpes du Sud et par délégation,

Le Directeur Adjoint,

Clément GIRARD



